

LA POLOGNE ANTICOMMUNISTE ET LES SOVIETS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

On comprend qu'en dépit de l'accord germano-polonais... La Pologne, obéissant à l'instinct élémentaire de la conservation, renverse la politique classique de Pilsudski et se tourne vers l'ennemi numéro 1: la Russie.

Un proverbe arabe dit: « Un homme près de se noyer se raccrocherait à un serpent... » Devant l'incendation allemande prochaine par la brèche de l'Ukraine carpathique, la Pologne cherche à s'accrocher même à l'U.R.S.S.

Il n'y a rien là qui déconcerte et scandalise les réalistes et les informés... Le danger existe. Il est vital, surtout pour la Pologne, où l'on doit méditer à cette heure les nombreux écrits des dirigeants hitlériens qui, des longtemp, précipitent leurs vues sur l'Est européen.

C'est Hitler lui-même qui, en janvier 1932, déclarait à un journal ukrainien, le Novy Tchek, que « l'Allemagne aurait souhaité voir à l'Est de l'Europe un puissant Etat ukrainien ».

C'est Rosenberg, théoricien du racisme, qui écrivait: « L'Allemagne doit encourager le mouvement séparatiste en Ukraine. L'alliance entre Berlin et Kiev s'impose, ainsi qu'une frontière commune germano-ukrainienne ».

C'est l'écrivain polonais Smog Orzeski, zélé protagoniste du III^e Reich, qui reconnaissait: « M. Rosenberg ne dissimule pas qu'une telle frontière commune suppose la disparition préalable de l'Etat polonais. » Et ce même écrivain, qui je citais dans mon livre « Où va la Pologne » (Taillandier, éd. 1930), ajoutait: « Il ne fera jamais bon de rester en tête-à-tête avec l'Allemagne ».

Ainsi, à l'heure où von Ribbentrop vient de venir à Paris tenter d'établir un tête-à-tête franco-allemand, les Polonais instruits par une désastreuse expérience se voient contraints de rompre le tête-à-tête polono-allemand, et d'établir un tête-à-tête polono-russe dans le temps même où des politiques à courte vue voudraient éloigner la France de l'U.R.S.S. pour complaire à l'Allemagne ! Quel renversement des rôles et des positions ! Quel désarroi dans l'empire !

Quatre ans et neuf mois d'accord polono-allemand ont suffi à l'Allemagne, grâce aussi, il est vrai, aux abdications anglaises et françaises, pour réaliser tranquillement ses opérations ukrainiennes, prélude aux opérations ukrainiennes, puis européennes. Mais il a fallu, hélas ! aussi tout ce temps à Varsovie pour comprendre les dangers d'une compromission avec une Allemagne hitlérienne raciste, pangermaniste. Si, d'aventure, la Galicie orientale était un jour la rançon de Teschen, quel mauvais marché ! La Pologne, elle-même, semble le craindre, ce n'est pas moi qui l'en blâmerais, ayant prêté et dénoncé, depuis longtemps, la duperie.

Un charmant diplomate polonais, et de qualité, me pria à déjeuner au début d'octobre dernier avec deux de ses distingués collègues. « Eh ! qui, les distingués, vous attendez donc de la France, après Munich, une parole vigoureuse, un ferme appui, une initiative hardie, des conseils écoutés sur un point quelconque de l'Europe centrale et orientale ?... Quelle illusion ! Vous la croyez capable de soutenir, par exemple, l'aspiration polono-hongroise à une frontière commune ? Quelle erreur !

« Au surplus, qui donc s'oppose à cette aspiration ? La Roumanie: la France aurait-elle encore sur elle la moindre autorité ? La Tchécoslovaquie: après notre abandon, nous n'avons plus d'audience auprès d'elle. L'Allemagne: mais n'êtes-vous pas depuis 1934 en sympathie et collaboration avec elle sur le Danube et ailleurs ? Qu'avons-nous à faire entre elle et vous ?

« Voyez-vous, ajoutais-je, la frontière commune, la Hongrie et vous ne l'aurez que si vous êtes en mesure de passer outre au veto allemand. L'êtes-vous ? Je ne le crois pas. La cause est donc entendue: l'avalanche hitléro-raciste s'est amassée depuis 1933, comme la neige aux pentes des Alpes de Bavière. Vous y avez ajouté, vous, depuis 1934, vos neiges des Tatras; l'Anschluss et Munich ont mis en mouvement l'avalanche. Elle ne s'arrêtera ni à Chust, ni à Jasina. A moins que la Roumanie, la Russie et vous ne l'arrêtiez ? »

Mon propos scandalisait bien à tort mes interlocuteurs. Il était d'une franchise brutale, j'en conviens, mais, hélas ! rigoureusement fondé en raison. Relisons le texte de Rosenberg de 1932: « Une frontière commune germano-ukrainienne s'impose. » On l'a bien vu à Vienne... Le régime hitlérien a un rare mérite: celui des plans longuement mûris, publiquement professés, inexorablement appliqués et de la rigueur de l'automatisme et de la fatalité.

Ernest PEZET.

LA SEANCE DE LA CHAMBRE DERNIERE HEURE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Les attentations à la contribution exceptionnelle de 2 0/0

M. Reynaud veut aussi l'extinction du déficit budgétaire; il ne peut pas toucher aux 25 milliards de dépenses d'armement du budget ordinaire, mais il doit faire rentrer dans le budget ordinaire les dépenses des grands travaux. Il rappelle les mesures fiscales qu'il a dû prendre et ajoute que ce n'est qu'après une opération ardue, peut-être, qu'il pourra verser les valeurs mobilières, qu'il s'est retourné vers la contribution extraordinaire de 2 pour 100 sur les revenus professionnels et vers les impôts directs.

Un impôt qui a soulevé bien des controverses, dit-il, c'est cette contribution exceptionnelle de 2 % sur les salaires et les revenus professionnels. S'imaginerait-on que nous soyons atteints du syndrome de l'impopularité ? Une fois frappée par la richesse acquise dans des proportions qu'on ne pourrait sérieusement augmenter, comment faire pour supprimer ce déficit de 10 milliards de mon budget ordinaire ? Nous avons bien été obligés de recourir à cette contribution.

Sur ce point, je suis heureux d'avoir pu obtenir la règle en faveur des petits revenus et faire un effort pour les familles nombreuses. J'ai pu le faire notamment en raison du profit que l'Etat va réaliser du fait de l'abaissement du revenu des boîtes.

Le manque à gagner du capitalisme va permettre de dégrèver 3 millions de salaires et 2 millions d'agriculteurs dont je sort donc aussitôt l'attention d'un gouvernement qui se propose de redresser l'économie du pays.

M. Paul Reynaud déclare ensuite qu'il veut les salaires pour dire, comme il l'a fait M. Bégin, que le pauvre, qui payait hier un franc d'impôt et qui paiera 5 francs, va payer 500 p. 100 d'augmentation, alors que l'administrateur qui gagnait un million et qui payait 498.000 francs d'impôts, ne paiera que 557.000, soit 57 p. 100 au lieu de 49 p. 100.

M. Bégin. — Vous m'avez demandé de me mettre à la place de l'ouvrier ou d'un pauvre fonctionnaire. M. Reynaud affirme que l'impôt pour l'administrateur dépasse les autres. L'administrateur, ajoute-t-il, de dire que la taxe sur les salaires n'est pas progressive, puisqu'elle entraîne un supplément de 5 % pour les salaires de 200.000 francs pour ceux de 500.000 francs; de 11 % pour ceux supérieurs à un million.

Puis le ministre montre qu'il est en Allemagne, les impôts des députés et des sénateurs sont élevés. L'autre, je le ferai en pleine clarté en dehors des petites intrigues. Entre deux députés, j'ai choisi la mienne.

Je suis intéressé de plus en plus à mes propres idées, de mes propres actes. Je ne suis pas prisonnier d'aucun parti, d'aucun homme.

La rentrée massive des capitaux M. Paul Reynaud déclare ensuite que les capitaux sont rentrés, que l'or est revenu massivement dans les caves de la Banque de France, que le stock d'or du fonds d'égalisation des changes a triplé, que les capitaux ont pu aller ailleurs que dans les caisses de l'Etat.

La politique extérieure M. Gabriel Péri (Seine-et-Oise), communiste, développe ensuite son interpellation sur la politique extérieure.

M. Péri met en cause M. von Ribbentrop à propos d'une interview. Des protestations éclatent et M. Herriot invite l'interpellé à passer ce qu'il dit.

M. Augustin Laurent (Nord), socialiste, interpelle le gouvernement sur sa politique à l'égard de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier monte à la tribune. Les députés qui étaient dans les couloirs se hâtent de reprendre leurs places.

M. Daladier aborde la question financière, constate que M. Paul Reynaud a prononcé un discours lumineux, auquel il n'a rien à ajouter.

M. Daladier aborde la question financière, constate que M. Paul Reynaud a prononcé un discours lumineux, auquel il n'a rien à ajouter.

M. Daladier aborde la question financière, constate que M. Paul Reynaud a prononcé un discours lumineux, auquel il n'a rien à ajouter.

M. Daladier aborde la question financière, constate que M. Paul Reynaud a prononcé un discours lumineux, auquel il n'a rien à ajouter.

M. Daladier aborde la question financière, constate que M. Paul Reynaud a prononcé un discours lumineux, auquel il n'a rien à ajouter.

M. Daladier aborde la question financière, constate que M. Paul Reynaud a prononcé un discours lumineux, auquel il n'a rien à ajouter.

L'accord de Munich J'ai, poursuit-il, traversé une épreuve cruelle. Elle s'est terminée sans qu'il y ait eu de sang français.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

M. Daladier se prononce pour le rapprochement avec l'Allemagne. Mais l'indépendance de la France dépend d'abord, dit-il, des Français eux-mêmes.

Le Reich apporte quelques adoucissements aux décrets concernant les Juifs

Berlin, 9 décembre. — On apprend que les modalités d'application de certains décrets pris récemment contre les Juifs comprennent quelques adoucissements.

Un commissariat général des cultes est créé à Barcelone

Barcelone, 9 décembre. — Le Journal officiel publie vendredi un décret de la présidence du Conseil créant le commissariat général des cultes.

Le Reich apporte quelques adoucissements aux décrets concernant les Juifs

Berlin, 9 décembre. — On apprend que les modalités d'application de certains décrets pris récemment contre les Juifs comprennent quelques adoucissements.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Les décrets relatifs à la loi de finances de 1939

Paris, 9 décembre. — Dans l'« Illustration » qui parait le 10 décembre, M. Joseph Caillaux trace un tableau des finances de la France dans le passé et dans le présent.

Le Reich apporte quelques adoucissements aux décrets concernant les Juifs

Berlin, 9 décembre. — On apprend que les modalités d'application de certains décrets pris récemment contre les Juifs comprennent quelques adoucissements.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Les décrets relatifs à la loi de finances de 1939

Paris, 9 décembre. — Dans l'« Illustration » qui parait le 10 décembre, M. Joseph Caillaux trace un tableau des finances de la France dans le passé et dans le présent.

Le Reich apporte quelques adoucissements aux décrets concernant les Juifs

Berlin, 9 décembre. — On apprend que les modalités d'application de certains décrets pris récemment contre les Juifs comprennent quelques adoucissements.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

Un obus japonais atteint une mission catholique près de Changhaï

Changhaï, 9 décembre. — Un obus lancé par une canonnière japonaise emboîsa dans un delta du Yang Tsé a atteint indirectement une mission catholique.

la camionnette qui serait partie du boulevard de Montmorency et serait arrivée aux quais du Havre aux environs de 13 h. 30, le jour de la disparition du général de Miller.

L'expert répond qu'en passant par Pontotoc et Rouen, la camionnette était susceptible d'arriver au Havre en 2 h. 30. Cette déposition provoque une discussion entre les avocats, discussion sans résultats appréciables.

On entend ensuite un témoin russe, M. Chastillon, ami et confident du général de Miller.

Le témoin déclare que M^{me} Skobline était au courant de tous les agissements de son mari et notamment de l'enlèvement. Il ne pense pas, toutefois, qu'elle sache où se trouve le général de Miller, car il est persuadé que cette affaire a été menée par les agents du Guepéou.

Le témoin indique que le successeur des généraux Koutepoff et de Miller, à la tête des anciens combattants russes de tous les pays, le général Arklankovski, réside en Belgique.

C'est une bonne précaution, déclare le président des Assises.

Puis il est question d'un voyage que M. Chastillon fit en Espagne nationaliste et qui lui valut d'être expulsé de France.

Le témoin ne cache pas sa sympathie pour le général Franco, sympathie que partageait le général de Miller.

M. Philonenko dit sa conviction que les Soviets ont organisé l'attentat, mais que Skobline n'y était pour rien.

L'avocat général Flich déclare qu'il ne suivra pas les hypothèses des avocats; il s'en tient au dossier.

M. Ribet déclare que comme M. Philonenko, il croit que le crime est un crime soviétique.

Le colonel Théodosios prononce une diatribe contre Guepéou. Il raconte qu'en 1932 à Berlin, on lui prit un grand coup en France pendant les élections. Qui en serait la victime ? M. Tardieu, M. Doumer ?

Revenu en France, il informa le commissaire spécial de l'Élysée. Le 6 mai, le président Doumer était assassiné. Il même, il avertit dès 1935, le général de Miller de son enlèvement. Il a la certitude que Skobline était un agent du Guepéou. Lui seul avait intérêt.

Comme le président lui demande si M^{me} Skobline était au courant de l'attentat, il affirme qu'elle devait l'être.

Un autre témoin apparaît, M. Besedowski, qui a été de 1929 conseiller à l'ambassade des Soviets. C'est lui qui, à une certaine époque, a dû se lever en sautant par-dessus le mur de l'ambassade.

Un M. Yanovitch, chef de la police, qui était un peu pris de boisson, lui dit un jour: « L'activité des Russes blancs à Paris est très grande, mais nous sommes parfaitement renseignés. En ce qui concerne Koutepoff — car à cette époque, il y avait Koutepoff — nous l'observons de très près. Nous avons pris, de lui un collaborateur: de premier ordre, qui est général, et qui est marié ».

M. Ribet demande s'il y a des déclarations à l'égard de M. Besedowski, l'émigré, mais il sait qu'il a des vastes caves et des souterrains.

M. Ribet demande ensuite à l'ambassade des Soviets à des maisons secrètes à Paris. Le témoin répond affirmativement.

Y a-t-il un docteur chimiste, attaché à l'ambassade ?

Il y avait un docteur Beselski, 85, boulevard Stuchet, qui était sous-chef de la police secrétissime (sic). Il est parti en 1937 et a été exécuté à Moscou. Mais le témoin ne croit pas qu'un médecin soit attaché à l'ambassade pour faire disparaître les cadavres.

A ce moment, M. Ribet fait allusion à l'évasion de M. Grossowski, qui aurait été libéré grâce à un ancien ministre de l'Intérieur.

« Est-ce M. Dornoy qui donne des ordres à la justice, dit-il ? »

Le président se fâche et exige le retrait de ces paroles. M. Ribet répond qu'il parlait sur un mode ironique.

L'audience est ensuite levée.

L'émoi causé par les prétentions italiennes est lent à s'apaiser

Six arrestations ont été maintenues à Tunis

Paris, 9 décembre. — Tunis a retrouvé son calme après les manifestations anti-italiennes et les contre-manifestations de jeudi. Six des manifestants arrêtés ont été maintenus en détention.

Parmi eux figurent deux agents du consulat d'Italie et M. Ubaldino Rey, président du « Dopolavor » à Tunis.

De nombreuses adresses de loyalisme arrivent à la résidence de Tunis venant notamment d'anciens combattants tunisiens et de notables du protectorat.

Dans différentes villes de France, en particulier à Lyon et à Avignon, les Corses se sont élevés contre les prétentions italiennes sur l'île de Beauté.

A Bastia, une centaine d'étudiants ont manifesté devant le consulat d'Italie, dont ils ont cassé les carreaux.

On signale d'autre part que quelques centaines d'étudiants ont encore manifesté vendredi matin dans les rues de Rome contre ce que la presse fasciste française a appelé « provocations et agressions » contre les Italiens de Tunisie.

Il est parvenu certaines artères du centre en chant les hymnes fascistes et en criant: « Avanti Italia ! »

LES AILES BRISÉES Un avion militaire s'abat dans la banlieue de Nancy

Nancy, 9 décembre. — Vendredi après-midi un avion de la base de Nancy est tombé dans la banlieue immédiate de Nancy.

Les cinq hommes de l'équipage ont été tués.

Un hydravion italien tombe à la mer

Rome, 9 décembre. — Un hydravion de la base de Tarente, ayant à son bord deux hommes d'équipage est tombé dans la mer, près de l'arsenal. L'équipage s'est tué.

Un avion hollandais prend feu

Amsterdam, 9 décembre. — Un avion d'entraînement de la Compagnie de transports aériens « K.L.M. » s'est écrasé vendredi dans un fossé par suite d'une perte de vitesse au départ aux environs de l'aérodrome de Schiphol.

Les quatre occupants de l'appareil, qui a pris feu aussitôt, ont été tués.

Mort du commandant Edouard Denain

Paris, 9 décembre. — On annonce la mort du commandant Edouard Denain, commandeur de la Légion d'honneur, combattant de 1870, père du général Denain, ancien ministre de l'Air.

Le travail vendredi matin pas été terminé

Le travail vendredi matin pas été terminé, les ouvriers ont repris le travail.

Un troisième a été congédié

Un troisième a été congédié, les autres restent.

La rentrée sans aucun incident

La rentrée sans aucun incident, le calme règne.

Le travail vendredi matin pas été terminé

Le travail vendredi matin pas été terminé, les ouvriers ont repris le travail.

Un troisième a été congédié

Un troisième a été congédié, les autres restent.

La rentrée sans aucun incident

La rentrée sans aucun incident, le calme règne.

Le travail vendredi matin pas été terminé

Le travail vendredi matin pas été terminé, les ouvriers ont repris le travail.

Un troisième a été congédié

Un troisième a été congédié, les autres restent.

La rentrée sans aucun incident

La rentrée sans aucun incident, le calme règne.

Le travail vendredi matin pas été terminé

Le travail vendredi matin pas été terminé, les ouvriers ont repris le travail.

Un troisième a été congédié

Un troisième a été congédié, les autres restent.

La rentrée sans aucun incident

La rentrée sans aucun incident, le calme règne.

Le travail vendredi matin pas été terminé

Le travail vendredi matin pas été terminé, les ouvriers ont repris le travail.

Un troisième a été congédié

Un troisième a été congédié, les autres restent.

La rentrée sans aucun incident

La rentrée sans aucun incident, le calme règne.